



Paris, le 25 juin 2018

## Des légumes français demain ?

*Lettre ouverte à*

*Monsieur Travert, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation*

*Monsieur Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire*

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation,  
Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire,

A l'heure où les consommateurs réclament des produits français, voire même locaux, la politique que vous menez met gravement en péril les producteurs de notre pays.

Alors que nous vous avons alertés sur le fait que les distorsions de concurrence sur le coût du travail ont entraîné, depuis plus de 15 ans, la diminution des surfaces cultivées pour notre filière, vous décidez pour 2019 de n'accorder aucune compensation aux employeurs de travailleurs saisonniers suite à la disparition du CICE. C'est une augmentation de 7 points de charges qui est à prévoir, soit 115 euros de plus par mois pour chaque saisonnier. Notre filière va être très impactée par cette décision, puisque le coût de la main-d'œuvre représente entre 30% et 70% de notre coût de production et que nous embauchons plus de 120 000 saisonniers chaque année.

La protection des cultures est également un sujet au centre des débats actuels et de nos préoccupations. En effet, faute de solutions pour protéger nos cultures, les consommateurs français ne trouveront bientôt plus dans les rayons que des légumes importés, traités avec des produits interdits sur le territoire national. A titre d'exemple, l'Etat vient tout juste de refuser aux producteurs français l'utilisation d'un produit utilisé pour lutter contre les nématodes de la carotte, autorisé dans les pays voisins et pour lequel il n'existe aucune autre alternative. Rien qu'en Normandie, c'est plus de 44 000 tonnes de carottes sur près de 1 000 ha qui vont être perdus. Cela n'empêchera pas les carottes produites dans les pays frontaliers et traitées avec cette même molécule d'envahir les étals français.

Ce sont les raisons pour lesquelles, les producteurs de légumes vous demandent de sortir du dogmatisme qui aveugle actuellement vos esprits, et de revenir à plus de pragmatisme, de bon sens et de discernement. Si vous voulez que demain, des producteurs français puissent encore proposer à vos concitoyens des produits sains, de qualité, et en quantité suffisante, vous devez impérativement écouter d'abord les représentants des producteurs, plutôt que prendre des décisions lapidaires, soufflées par quelques obscures ONG.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire, à l'assurance de mon profond respect.

Jacques Rouchaussé,  
Président des Producteurs de Légumes de France